

Après le Brexit, une victoire de Trump et une de Marine Le Pen et la guerre civile serait évitée...

écrit par Christine Tasin | 24 juin 2016

Un récentment dressé ce constat devant des parlementaires. Enquête sur une menace que chaque attentat rend plus présente.

MARIE-AMELIE LOMBARD-LATUNE
V. @madamebelle

SECURITE Le diagnostic n'est pas établi par une poignée d'illuminés en mal de scénarios catastrophes mais par le patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), Patrick Cabat. « Nous sommes au bord d'une guerre civile », a-t-il déclaré récemment aux députés de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 13 Novembre présidée par le député (LR) de Rhénas-George Fenech. L'homme à la tête des services secrets ne faisait qu'enfoncer le clou.

de l'attentat de janvier 2015 à Paris, la Place Beauvau et Matignon, sans trop lébruster, appréhendaient un tel engrenage. Dix-huit mois plus tard, les craintes ne sont pas dissipées.

« Doux viendrait l'étonnelle qui mettrait le feu aux poudres, transformerait la France en territoire incontrôlé où des groupes prendraient les armes et se feraient justice eux-mêmes ? Qui verrait une nation en décomposition où alternent violences et vengeances du camp d'en face. Où la spirale des affrontements ne s'arrêterait plus. Rien n'est à exclure dans un pays aussi disruptif que la France d'aujourd'hui. Beaucoup pensent d'abord à un nouvel épisode de terrorisme islamiste où, cette fois, sa confiance dans les services d'élite amoindrie, la population verserait dans l'autodéfense. Mais l'élan déclencheur peut aussi surgir d'une manifestation débordée par les casseurs, tel le triste raccage de la façade de l'hôpital Necker, d'une razzia de hoodlums, d'une expédition punitive dans les banlieues ou pour prendre un exemple plus lointain, d'un viol collectif comme celui commis par des immigrants maghrébins à Cologne lors du Nouvel An... Parmi toutes ces sources de désespoir, la plus redoutée reste l'attentat dirigé contre des enfants, la

« Ce n'est pas la guerre mais une situation comparable à celle des années de plomb en Allemagne et en Italie », estime Alain Bauer.

Dans les hautes sphères civiles comme militaires, à la DGSI comme à la DRM (Direction du renseignement militaire), divers spécialistes phosphorent sur ces questions. Sans que rien ne soit officiel tant le sujet est « tabou », selon un colonel qui a enseigné à l'École de guerre. Le « docteur national » est désormais une priorité pour l'armée qui déploie aujourd'hui plus de soldats en métropole - 10 000 pour le dispositif « Sentinelle » - qu'elle n'en avait Compté pendant la guerre d'Algérie. « Signe parmi d'autres d'une menace plus précise : les armes des soldats qui patrouillent dans les premiers plans Vigipirate, les fusils n'étaient pas chargés.

Parmi les groupes extrémistes, le patron de la DGSI

« quel assassinat s'un vichiste provoquerait une déflagration mondiale ? » « Guerre civile ? C'est vrai, c'est une crainte dans les banlieues, nota Céline Fina, ex-élue (PS) du Val-d'Oise. Le mot est employé, la peur monte mais de là à passer à l'acte... Légalement défoulois resté, pour le moment, le vote Front national ».

Plusieurs scénarios

Parmi les scénarios redoutés, celui d'une escalade opposant des communautés religieuses est pris au sérieux. Les « Morts aux pifs » scandés lors d'une manifestation pro-Gaza en juillet 2014, les heures après l'attaque d'une synagogue de Sarcelles défendue par la Ligue de défense juive ont laissé des traces. Le député (UDI) Meyer Habib évoque ainsi son « mauvaise inquiétude » pour la communauté juive, notant que, dans certaines communes de la Seine-Saint-Denis, comme Le Blanc-Mesnil ou Bondy, les Juifs « sont quasiment tous parés ». Près de Sarcelles, autrefois haut lieu de la mixité raciale - « la petite Jérusalem », beaucoup de familles juives vivent désormais retranchées dans les résidences sécurisées de Saint-Eric. En 2015, le nombre des « aliyahs » (immigrations en Israël) avait quadruplé par rapport à la moyenne antérieure pour atteindre 8 000 personnes. En 2016, il

GILLES KEPPEL

Par ses attentats, l'Etat islamique (EI) frappe non seulement les esprits mais vise aussi à détruire la cohésion d'un pays. Provoquer une guerre civile est-il son objectif? Cette stratégie a été clairement définie dès 2005 par le théoricien de l'EI, al-Souri, dans son Appel à la résistance islamique mondiale. L'Europe y est considérée comme un « ventre mou » où le terrorisme doit provoquer la sidération de la population puis des réactions de type pogroms. Ce qu'al-Souri appelle des « guerres d'enclaves », entre quartiers devenus ethniquement et religieusement homogènes. A terme, il vise l'implosion des sociétés européennes et l'installation du califat sur leurs ruines.

Jusqu'à présent, de tels affrontements n'ont pas eu lieu à grande échelle. Il y a eu des actes isolés : des têtes de porc déposées devant des mosquées, des tags racistes sur leurs murs. En Corse, les affrontements dans le quartier populaire des Jardins de l'Empereur en décembre dernier sont plus à mettre sur le compte du nationalisme identitaire insulaire. Dans la logique de l'EI, les attentats de janvier 2015 ont réussi à créer un clivage entre les « Je suis Charlie » et

Il est permis de rêver ce matin.

Et si le Brexit était plus qu'un coup de canif dans un contrat ?

Et si le Brexit était le premier des 3 atouts que les peuples occidentaux avaient dans leur manche pour renverser la tendance inéluctable, même nos ennemis commencent à le dire, vers la guerre civile ? (1)

Le Brexit va ébranler et fragiliser l'UE, forcément. Et notamment parce que la pression populaire va s'amplifier. Déjà, dans 4 autres pays, des [demandes de referendum](#) sur le même sujet ont été émises, et notamment par Marine Le Pen. La pression va s'accroître, n'en doutons pas.

Et si Donald Trump, toujours au coude à coude avec Hillary Clinton l'emportait, Bruxelles ne bénéficierait plus du même soutien, logistique, militaire, financier... pour imposer ses

vues, l'immigration massive, l'islamisation massive, l'ultra-libéralisme. et la Turquie en Europe. Et ne parlons pas de l'état du monde, un rapprochement Russie-USA n'aurait que des effets bénéfiques pour tout le monde. Poutine-Trump main dans la main pour combattre les djihadistes, ça pourrait être très efficace...

Et si, dans la foulée, Marine Le Pen était élue, la sixième puissance mondiale échapperait au pouvoir de l'UMPS-libéraux-européistes qui piétinent depuis 40 ans notre identité, nos votes et notre histoire...

Ce serait le jackpot.

Et si les politiques faisaient ce que les peuples attendent d'eux, s'ils imposaient nos lois, les peuples d'Europe n'auraient pas besoin de se défendre par les armes contre l'envahisseur. La face du monde pourrait en être changée.

Ce n'est pas un rêve impossible. Il est à notre portée. Il dépend (encore... pour combien de temps ?) du suffrage populaire. De celui des Américains et de celui des Français.

Qu'on se le dise.

Tout est possible.

(1)

ENQUÊTE – Patrick Calvar a récemment dressé ce constat devant des parlementaires. Enquête sur une menace que chaque attentat rend plus présente.

Le diagnostic n'est pas établi par une poignée d'illuminés en mal de scénarios catastrophe mais par le patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), Patrick Calvar. «Nous sommes au bord d'une guerre civile», a-t-il déclaré récemment aux députés de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 13 Novembre présidée par le député (LR) du Rhône Georges Fenech. L'homme à la tête des services secrets ne faisait qu'enfoncer le clou. Quelques semaines plus tôt, [il avait déjà averti les députés de la commission de la défense](#): «Cette confrontation, (voulue notamment par l'ultradroite, NDLR), je pense qu'elle va avoir lieu. Encore un ou deux attentats et elle adviendra. Il nous appartient donc d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui

récentement dressé ce constat devant des parlementaires. Enquête sur une menace que chaque attentat rend plus présente.

MARIE-AMELIE LOMBARD-LATUNE V @malambati

SECURITE Le diagnostic n'est pas établi par une poignée d'illuminés en mal de scénarios catastrophe mais par le patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), Patrick Calvar. «Nous sommes au bord d'une guerre civile», a-t-il déclaré récemment aux députés de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 13 Novembre présidée par le député (LR) du Rhône Georges Fenech. L'homme à la tête des services secrets ne faisait qu'enfoncer le clou.

Quelques semaines plus tôt, il avait déjà averti les députés de la commission de la défense : « Cette confrontation, (voulue notamment par l'ultradroite, NDLR), je pense qu'elle va avoir lieu. Encore un ou deux attentats et elle adviendra. Il nous appartient donc d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui voudraient à un moment ou à un autre, déclencher des affrontements intercommunautaires. » Difficile de ne pas prendre au sérieux les propos du policier qui est, sans doute en France, l'un des personnalités les plus au fait de la « menace intérieure ». Quant au ton mezzo voce de Bernard Cazeneuve, il se diminue en rien le sombre jugement : pour le ministre de l'Intérieur, le terrorisme instille dans la société française

Ces derniers mois, les candidatures ont afflué dans les clubs de tir sportif. Des novices qui veulent s'essayer au maniement d'une carabine, d'anciens adhérents qui avaient un peu délaissé leur entraînement à l'arme de poing, ou même des policiers et des gendarmes qui estiment que leur pratique professionnelle est insuffisante. « Dans mon club parisien, le nombre de membres a été multiplié par deux »,

dit-il. Le 14 juillet, il y en aura encore demain des attentats de janvier 2015 à Paris, la Place Beauvau et Matignon, sans trop l'ébruiter, appréhendaient un tel engrenage. Dix-huit mois plus tard, les craintes ne sont pas dissipées.

D'où viendrait l'étrécaille qui mettrait le feu aux poudres, transformerait la France en territoire incontrôlé où des groupes prendraient les armes et se feraient justice eux-mêmes ? Qui verrait une nation en décomposition où alterneraient violences et vengeances du camp d'en face. Où la spirale des affrontements ne s'arrêterait plus. Rien n'est à

exclure dans un pays aussi éruptif que la France d'aujourd'hui. Beaucoup pensent d'abord à un nouvel épisode de terrorisme islamiste où, cette fois, sa confiance dans les services d'élite émoussée, la population verserait dans l'autodéfense. Mais l'élément déclencheur peut aussi surgir d'une manifestation débordée par les casseurs, tel le triste sacage de la façade de l'hôpital Necker, d'une razzia de hooligans, d'une expédition punitive dans les banlieues ou pour prendre un exemple plus lointain, d'un viol collectif comme celui commis par des immigrés maghrébins à Cologne lors du Nouvel An... Parmi toutes ces sources de dérapage, la plus redoutée reste l'attentat dirigé contre des enfants, la

prise d'otages dans une école qui susciterait en retour un déferlement de violence. Le plus haut niveau sur l'échelle de l'insupportable...

Pour le spécialiste des questions de sécurité Alain Baur, la société française est en plein dans une phase d'« hyper-tension et d'hystérisation ». Trois éléments y contribuent, selon lui : l'émet-

club permet, après un délai allant de neuf mois à un an, d'acquérir une arme soumise à autorisation et de la détenir, démontée et au coffre, chez soi. De quoi motiver ceux qui s'estiment dès lors mieux protégés à domicile. Les armuriers, en revanche, contrairement à une récente rumeur, ne sont pas dévalisés. « Depuis une dizaine d'années, les ventes se sont stabilisées. Autour de 80000 par an.

genre » si tel turbin, ne proximité, connue on la vu à Magnanville avec l'assassinat de deux policiers à leur domicile, salafitisation qui impose sa vision rigoriste de l'islam dans plusieurs quartiers et la perte de contrôle d'organisations telles que le PC, la CGT ou le NPA. « C'est un processus insidieux. Ce n'est pas la guerre mais une situation comparable à celle des années de plomb en Aïe-magne et en Italie », estime Alain Baur.

Dans les hautes sphères civiles comme militaires, à la DGSI comme à la DRM (Direction du renseignement militaire), divers spécialistes phosphorent sur ces questions. Sans que rien ne soit officiel tant le sujet est « tabou », selon un colonel qui a enseigné à l'École de guerre. Le « théâtre national » est désormais une priorité pour l'armée qui déploie aujourd'hui plus de soldats en métropole - 10 000 pour le dispositif « Sentinelle » - qu'elle n'en avait compté pendant la guerre d'Algérie. Signe parmi d'autres d'une menace plus précise : les armes des soldats qui patrouillent sont désormais « chambrées » alors que dans les premiers plans Vigipirate, les fusils n'étaient pas chargés.

Parmi les groupes extrémistes, le patron de la DGSI

expliquait surveiller de très près « l'ultradroite ». Cette mouvance aux multiples ramifications est très active sur les réseaux sociaux. « Ils ont la volonté de mettre le feu, c'est certain, mais passeront-ils à l'acte ? », interroge l'avocat Nicolas Le-régla, spécialisé dans les domaines de la sécurité et de l'intelligence économique. Plus généralement tous les éléments sont réunis pour qu'un foyer éclate. D'où cela partira-t-il ? Qui pouvait prédire, en

armureries ferment boutique », indique Yves Galiaty, président de la Chambre syndicale des armuriers. Dans son armurerie parisienne, il se vend cinq à six armes par mois en lien avec la menace terroriste. Les acheteurs ? Les gardes du corps de magistrats, figures du CAC 40 ou journalistes - ou même ces personnalités qui ont obtenu un port d'arme et veulent pouvoir la garder sur elles vingt-quatre heures

tyg, quel assassinat d'un archiduc provoquerait une déflagration mondiale ? « Guerre civile ? C'est vrai, c'est une crainte dans les banlieues, note Céline Pina, ex-élue (PS) du Val-d'Oise. Le mot est employé, la peur monte mais de là à passer à l'acte... Légalement défoulé reste, pour le moment, le vote Front national ».

Plusieurs scénarios

Parmi les scénarios redoutés, celui d'une escalade opposant des communautés religieuses est pris au sérieux. Les « Mortis aux pifs » scandés lors d'une manifestation pro-Gaza en juillet 2014, les heurts après l'attaque d'une synagogue de Sarcelles défendue par la Ligue de défense juive ont laissé des traces. Le député (UDI) Meyer Habib évoque ainsi son « immense inquiétude » pour la communauté juive, notant que, dans certaines communes de la Seine-Saint-Denis, comme Le Blanc-Mesnil ou Bondy, les Juifs « sont quasiment tous partis ». Prés de Sarcelles, autrefois haut lieu de la mixité surnommé « la petite Jérusalem », beaucoup de familles juives vivent désormais retranchées dans les résidences sécurisées de Saint-Béte. En 2015, le nombre des « alyahs » (immigrations en Israël) avait quadruplé par rapport à la moyenne antérieure pour atteindre 8 000 personnes. En 2016, il

devrait se stabiliser autour de 6000. « Ces derniers mois, c'est plutôt l'accomplissement, juge encore Sacha Reingawitz, président de l'Union des étudiants juifs de France, mais il suffit d'un rien, d'une étincelle pour que ça reparte ».

Pour le député (PS) Malek Boutih, bon « décrypteur » des banlieues, « la situation n'est pas aussi explosive que certains spécialistes qui ne connaissent pas la France d'aujourd'hui veulent le faire croire ». La preuve ? Depuis les attentats de janvier 2015, « il n'y a pas eu de dérapage Massif. Le pays est solide ; la population est calme et responsable. Il faut donc ramener les choses à leur proportion. Ce n'est pas la population le principal danger mais bien les terroristes. Nous ne sommes pas dans un scénario de guerre civile, mais plutôt dans celui d'une guerre protéiforme avec des loups solitaires ». Une analyse que partage le député Georges Fenech, pourtant d'un autre bord politique, qui note, qu'à Lyon, où il est élu, « la communauté musulmane a pris conscience de sa responsabilité et n'hésite plus à s'emparer du sujet. Dans un pays qui compte huit millions de musulmans, seule une extrême minorité se radicalise ».

Face aux menaces, la volonté de quadriller au mieux le terrain est toujours présente. Ainsi, au sein de la Défense, plusieurs voix plaident pour que les soldats de « Sentinelle » ne se contentent pas de patrouiller dans les rues mais exercent une mission de « contrôle de

GILLES KEPPEL

Par ses attentats, l'Etat islamique (EI) frappe non seulement les esprits mais vise aussi à détruire la cohésion d'un pays. Provoquer une guerre civile est-il son objectif ? Cette stratégie a été clairement définie dès 2005 par le théoricien de l'EI, al-Souri, dans son Appel à la résistance islamique mondiale. L'Europe y est considérée comme un « ventre mou » où le terrorisme doit provoquer la sédition de la population puis des réactions de type pogroms. Ce qu'al-Souri appelle des « guerres d'enclaves », entre quartiers devenus étroitement et religieusement homogènes. A terme, il vise l'implosion des sociétés européennes et l'installation du califat sur leurs ruines...

Jusqu'à présent, l'Etat islamique n'a pas eu lieu à grande échelle. Il y a eu des actes isolés : des têtes de porc déposées devant des mosquées, des tags racistes sur leurs murs. En Corse, les affrontements dans le quartier populaire fier Jardins de l'Empereur en décembre dernier sont plus à mettre sur le compte du nationalisme identitaire insulaire. Dans la logique de l'EI, les attentats de janvier 2015 ont réussi à créer un clivage entre les « Je suis Charlie » et les « Je suis Copé ». Ces derniers ont

des élèves à ne pas respecter la minute de silence. Ce qui n'a pas été le cas après le 13 Novembre, ni après le 22 mars à Bruxelles. On n'a pas vu des milliers de « I like Abaaoud » sur les réseaux sociaux... En ce sens, la stratégie de provoquer des tensions telles entre communautés qu'il y ait des violences et des morts a échoué.

La pression peut-elle retomber ? Si d'autres attentats sanglants sont perpétrés, il n'est pas impossible que cela explore. Déjà, le climat est épuisant. Tout est prêt à dénoncer une soi-disant islamophobie, menace que ne cessent d'agiter des groupes comme les Indigènes de la République. Comment peut-on avoir l'idée d'organiser un « hijab Day » à Sciences Po où l'on incite les étudiantes à porter le voile pour comprendre combien les musulmanes voilées sont stigmatisées au quotidien... ? Aujourd'hui, la situation est plus qu'inquiétante à l'université où des filles viennent non seulement vol-